



TNP¹

ACCÉLÉRATEUR DE PERFORMANCE

HISTOIRES DE DEMAIN

SAISON 6

COMMENT RELANCER UNE ÉCONOMIE DURABLE ?

SYNTHÈSE

1^{ÈRE} TABLE RONDE



Patrick ARTUS
Chef économiste et
membre du Codir
NATIXIS

Patrick ARTUS, chef économiste et membre du Codir de **Natixis**, estime que la transition énergétique renforce les tendances antérieures. Nous sommes confrontés à des besoins d'investissements de plus en plus longs et risqués. Pour satisfaire les principes de la régulation, il faut avoir des coussins de sécurité de plus en plus importants. En conséquence, le coût de l'intermédiation en Europe est devenu trop élevé.

Comment en sortir et réduire les besoins en fonds propres des intermédiaires financiers ? Nous pouvons soit recourir à la titrisation (mais elle a une image négative depuis les *subprimes*), ou allonger les horizons de mesure des risques (si nous passons la mesure de Solvabilité 2 de 1 à 5 ans, nous pouvons doubler le volume des actions en euros), ou bien mettre de l'ordre dans les niches fiscales de l'Etat.

Qui doit porter le risque ? Le modèle actuel est dans une impasse. En effet, le risque économique est principalement concentré sur une petite population d'investisseurs, les actionnaires et les assureurs. Il existe une demande collective pour que l'Etat porte tous les risques (sans réaliser que derrière l'Etat ce sont les citoyens qui portent le risque). En réalité, il est impératif que les ménages portent davantage de risque.



François-Louis MICHAUD
Directeur exécutif
EBA

François-Louis MICHAUD, directeur exécutif de l'**EBA** (**European Banking Authority**), présente les résultats d'une récente enquête démontrant que les citoyens européens considèrent le risque climatique comme étant le risque le plus important. Deux-tiers des citoyens déclarent adopter des mesures pour participer à la solution. Les gouvernements et les secteurs économiques et financiers doivent également prendre des mesures.

L'Europe est sortie très affaiblie de la crise de 2008 et a dû reconstruire un système financier plus solide. Depuis dix ans, le secteur financier a été assaini. Il est en meilleure posture pour aborder la transition énergétique. De nouveaux dispositifs ont été mis en place : identification des risques climatiques par les banques européennes ; meilleure prise en compte des risques clients ; meilleure prise en compte de l'évaluation et de la gestion des risques... Le rôle des banques est de réduire l'asymétrie d'information et d'accompagner leurs clients, en particulier les entreprises.

L'analyse du risque climatique représente un enjeu compliqué. L'Europe avance rapidement vers un référentiel commun : taxonomie européenne, obligation de *reporting* par les entreprises du secteur non financier... L'Europe doit montrer l'exemple et convaincre les autres continents de la pertinence d'aller au-delà.



Guillaume CAZAURAN
Vice-Président
CRSF

Guillaume CAZAURAN, vice-président du **CRSF**, rappelle que la taxonomie européenne introduit la notion de ratio d'actif vert pour les banques. Les différentes réglementations incitent à modéliser la durabilité des produits dans les portefeuilles financiers et proposent une base de calcul du risque climatique.

La charge du calcul de l'impact climatique incombe essentiellement aux banques. Or, les autorités compétentes auraient pu demander aux entreprises non financières de calculer elles-mêmes leurs risques. Les banques et les compagnies d'assurance vont donc devoir collecter l'essentiel des informations requises. La difficulté à récupérer ces informations pourrait être contournée par la création d'une base de données européenne.

La réglementation ESG s'annonce comme un nouveau *"big bang réglementaire"*. La BERD et la BEI ont d'ores et déjà déclaré que les pays européens devaient alléger les standards climatiques. Le risque que l'Europe se retrouve seule est élevé.

Le CRSF demande un alignement des autres blocs continentaux sur l'Europe ou un assouplissement des règles européennes. En effet, il apparaît prématuré et déraisonnable de demander au secteur financier d'évaluer tous les risques de leurs clients.

2^{ème} TABLE RONDE



Maya ATIG
Directrice Générale
FBF

Maya ATIG, directrice générale de la **FBF (Fédération Bancaire Française)**, estime que le secteur financier doit conduire des actions plus ambitieuses que les gouvernements et les organisations internationales. Cependant, les banques doivent-elles punir ou faire payer davantage les acteurs économiques ?

La régulation doit être bien calibrée et ne doit pas faire reposer la responsabilité sur les banques. La transition énergétique a un coût très élevé. Les banques doivent accompagner leurs clients mais le travail doit être réalisé par ces derniers. Le rôle de la finance n'est pas de punir les entreprises ou de faire la morale. La réglementation ne doit pas discriminer tel ou tel secteur et la finance ne doit pas être amenée à exclure telle ou telle entreprise.

Qui doit calculer les risques ? La réglementation doit être claire sur l'intérêt des entreprises et des particuliers à transmettre les données. L'Europe doit poser ses règles et ne pas être naïve.

Concernant le financement de la transition énergétique, la subvention publique doit couvrir la part d'incertitude. Il faut une règle publique pour permettre de viabiliser les projets.



Frank RONCEY
Directeur des risques
BNP PARIBAS

Frank RONCEY, directeur des risques de **BNP Paribas**, rappelle que les banques sont là pour servir leurs clients. Depuis plus de dix ans, les banques ont mis en place des politiques ESG. Le besoin d'industrialisation des processus ESG est plus récent. Il convient maintenant de bâtir l'infrastructure et de collecter les données. La finalité est de définir le profil ESG de chacune des entreprises clientes et de l'ensemble des portefeuilles clients pour s'assurer qu'ils sont alignés avec les engagements publics. L'évaluation des risques en fait partie.

La connaissance des clients est essentielle mais le processus prendra du temps. Il existe un risque si les exigences vont trop vite et trop loin. En effet, la photographie peut être mal interprétée. L'objectif est de valoriser les efforts des banques européennes. Mais il est possible que ces efforts ne soient pas suffisamment mis en valeur et que cela impacte négativement l'image des banques. Il ne faudrait pas que les efforts des banques européennes soient mal interprétés par rapport à des banques non européennes qui auraient fait moins d'effort.



Frédéric VISNOVSKY
Médiateur du crédit et secrétaire général adjoint
ACPR

Frédéric VISNOVSKY, médiateur du crédit et secrétaire général adjoint de l'**ACPR (Autorité de contrôle prudentiel et de résolution)**, évoque un double enjeu avec le mouvement de transition énergétique et la fin de la crise sanitaire. Il est important que les entreprises sortent de la crise en bonne santé. Il n'y aura pas de transition énergétique s'il n'y a pas de projets. Il convient donc de poursuivre le soutien de l'économie pour que les entreprises soient à même de rebondir. Il convient également d'utiliser le plan de relance et les dispositifs de financement public.

La Banque de France a mis en place un accompagnement des entreprises avec une dimension liée au financement durable. Les projets de transition augmenteront s'il existe des incitations et un accompagnement simplifié pour pousser les entreprises et les particuliers à engager leur transition.

3^{ème} TABLE RONDE



Philippe DUMONT
Directeur Général
CRÉDIT AGRICOLE ASSURANCES

Philippe DUMONT, directeur général de **Crédit Agricole Assurances**, constate que le dispositif d'accompagnement des entreprises mis en place par l'Etat lors de la crise du Covid-19 a été très efficace. Le système financier a joué son rôle et les assureurs ont continué à financer l'économie. Plus de 10 milliards d'euros ont été consacrés aux prêts participatifs. La crise a confirmé les tendances structurelles, en particulier une demande accrue de protection et une attente concernant la transition énergétique.

La crise a également montré la résilience des "*business models*". Le secteur de l'assurance est très sensible aux évolutions climatiques. Le coût des catastrophes climatiques a triplé en quelques années. Il est évalué en France à 3,6 milliards d'euros par an.

Crédit Agricole Assurances doit s'adapter à ces évolutions en tant qu'investisseur et en tant qu'assureur. Le groupe investit 2 milliards d'euros dans les énergies renouvelables et prend en compte les critères ESG. Sur la base d'un en cours de 1.700 milliards d'euros, environ 80 % passent déjà par le filtre ESG. Le groupe désinvestit dans le charbon et a pour objectif de continuer à développer des offres plus responsables dans l'assurance de biens et dans l'assurance-vie.



Diony LEBOT
Directrice Générale Déléguée
GRUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Diony LEBOT, directrice générale déléguée en charge de la supervision des fonctions Risques et Conformité, des activités de services financiers et d'Assurance du **Groupe Société Générale**, rappelle que la transition énergétique génère des besoins de financement très significatifs. Les banques françaises ont été les premières dans le combat contre le réchauffement climatique. Le sujet est complexe et nécessite de l'expertise – notamment des ingénieurs, des économistes, des auditeurs... – pour comprendre les besoins des clients.

Société Générale a décidé de réduire son exposition sur les secteurs les plus sensibles et de réallouer des financements en faveur de la transition énergétique. Ainsi, 120 milliards d'euros seront engagés par l'établissement d'ici à 2023.

Pour agir de façon déterminée, il convient de travailler dans le cadre de coalitions, avec les engagements collectifs des banques. Il faut s'assurer que la trajectoire correspond bien aux objectifs. Enfin, n'oublions pas que les données n'existent pas aujourd'hui.



Olivier GAVALDA
Directeur Général
CRÉDIT AGRICOLE ILE-DE-FRANCE

Olivier GAVALDA, directeur général de **Crédit Agricole Ile-de-France**, constate que les banques subissent une forte pression des clients et des collaborateurs sur les sujets de RSE. Ainsi, les futures recrues se renseignent sur les engagements RSE de l'établissement avant de le rejoindre.

Crédit Agricole Ile-de-France a pris un engagement volontariste "*O carbone*" en 2040. L'établissement a développé un service de conseil à l'achat immobilier auprès de ses clients particuliers, notamment pour la rénovation de l'habitat. La banque apparaît ainsi comme un tiers de confiance auprès de ses clients.



Benoit RANINI
Président
TNP

Benoit RANINI, président de **TNP**, estime que le coût des infrastructures va être très important. Les données qui devront être collectées sont d'une telle ampleur que cela représente un effort colossal. Il existe un véritable enjeu à mutualiser une partie des infrastructures, notamment en termes de coûts, de vitesse et d'accélération de la transformation des banques. Un tel investissement devrait être porté par une institution européenne. C'est l'opportunité de lancer une structure mutualisée commune.

C'est aussi l'opportunité de repenser l'industrie financière autour de la donnée et du rôle de conseil que les banquiers doivent apporter aux industriels. Les banques sont invitées à identifier les moyens de gagner de l'argent en apportant de nouveaux services à leurs clients.

Pour réussir la transition énergétique, il faut faire bouger l'industrie. Les banques doivent accompagner les industriels en les aidant à réduire leur consommation d'énergie et à repenser leur modèle d'affaires. Qui est mieux placé que les banques pour accompagner ce mouvement ? Il faut tendre vers des modèles d'affaires plus vertueux et plus frugaux. Il faut jouer collectif. Avec un rôle pragmatique pour que les entreprises se transforment.